

# Conseil de développement durable de l'Ouest Charente – Pays du Cognac

---

## Statuts de l'association (loi 1901)

### Références :

- Loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat (loi Ollier) modifiant la loi n° 99-533 du 25 juin 1999 dite loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (loi Voynet) modifiant la loi n° 95-115 du 4 février 1995 (loi Pasqua)
- Décret d'application n° 2000-909 du 19 septembre 2000 relatif aux pays
- Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association
- Décret 1901-08-16-RAP pris pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association

### ARTICLE I - OBJET

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant pour titre : Conseil de développement durable de l'Ouest Charente - Pays du Cognac.

### ARTICLE II - BUTS

Le Conseil de développement durable de l'Ouest Charente - Pays du Cognac en tant qu'organe de représentation de la société civile, contribue à décliner localement l'engagement de l'Europe, de la France, et de la Région Poitou-Charentes dans le développement durable :

- il est une force de proposition pour le Pays,
- il favorise la concertation et la coopération entre les acteurs du Pays (les élus et la société civile),
- il est associé au suivi et à l'évaluation des orientations prises lors de la révision de la charte de développement durable du territoire.

Une charte des valeurs partagées est établie.

## ARTICLE II bis – MISSIONS

Le Conseil de développement durable de l'Ouest Charente - Pays du Cognac se donne pour missions de :

- sensibiliser, informer et former les acteurs locaux sur le développement durable sous ses aspects économiques, sociaux, culturels et environnementaux,
- répondre aux demandes émanant des élus, comme de la société civile, sur le développement durable,
- initier et accompagner la mise en œuvre de projets thématiques sur le développement durable,
- faciliter l'accès à l'information et l'orientation des porteurs de projets.

Il peut être consulté sur toute question relative à l'aménagement et au développement durable du Pays Ouest Charente – Pays du Cognac, et à cet égard, émettre des avis et des prises de position.

## ARTICLE II ter – MOYENS

Pour remplir ses missions, il peut recourir à tous moyens qu'il jugera utiles, tels que :

- rencontres, débats publics, conférences, sessions de formation et d'information,
- documents de communication, animations, expositions,
- visites de sites.

## ARTICLE III – SIÈGE SOCIAL

Le siège social de l'association est fixé à COGNAC.

Il pourra être transféré par simple décision du Bureau.

## ARTICLE IV – DURÉE

La durée de l'association est illimitée.

## ARTICLE V – COMPOSITION ET ORGANISATION

### 1. Composition

Sont membres actifs, les habitants du Pays participant à la vie du Conseil de développement durable,

Sont membres associés, les personnes morales (les entreprises, les associations),

Sont membres de droit, les élus, les représentants d'administrations, d'institutions publiques et parapubliques.

## 2. Cotisations des membres

Pour marquer leur engagement et leur adhésion aux missions du Conseil de développement durable, les membres doivent s'acquitter d'une cotisation :

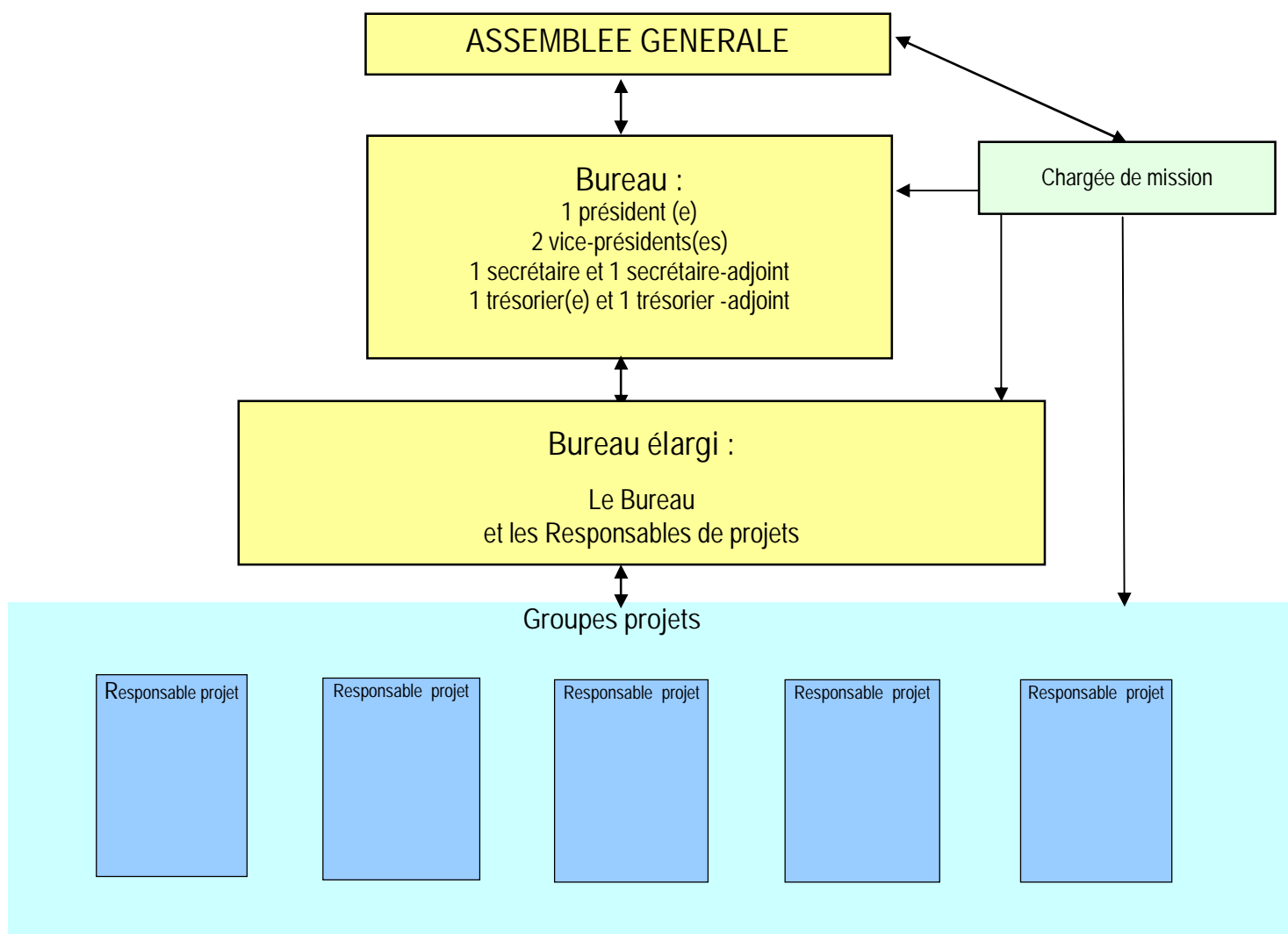
- Membres actifs : 5 euros
- Membres associés : 10 euros ou plus.

## 3. Modalités d'accès et de départ :

L'entrée de nouveaux participants au Conseil de développement durable est libre dès lors qu'il ne s'agit pas d'une représentation d'un parti politique ou d'un culte.

La perte de la qualité de membre peut se faire par envoi d'une lettre de démission et par radiation prononcée par le Bureau, pour motif grave, l'intéressé ayant été invité à présenter sa défense au préalable.

## 4. Organisation



Un groupe projet est constitué dès lors qu'une thématique de travail est retenue par les membres du Bureau, en concertation avec le Pays Ouest Charente.

Il comprend d'une part, les représentants de l'ensemble de la société du Pays Ouest Charente (si nécessaire), c'est à dire élus, administrations, entreprises, associations, syndicats et d'autre part, les habitants souhaitant s'impliquer.

Ces représentants participent sur la base du volontariat et de la compétence. Ils désignent un responsable de projet, chargé :

- d'animer et de coordonner les travaux,
- de distribuer et de suivre les rôles,
- de fixer les objectifs et de mesurer les résultats,
- de participer au Bureau élargi.

Le nombre et l'organisation des groupes projets peuvent être modifiés au cours de la vie du Conseil de développement durable.

Afin de favoriser les échanges entre le Syndicat de Pays et le Conseil de développement durable, des réunions associent les deux structures selon les besoins. Le mode de concertation avec les élus du Pays est formalisé dans la Convention signée avec le Pays.

## ARTICLE VI - ASSEMBLÉES

Le Conseil de développement durable se regroupe en assemblée générale ordinaire au moins une fois par an.

Chaque membre a le même poids lors de chaque vote en assemblée générale. Il reçoit une convocation au plus tard quinze jours avant chaque assemblée générale et peut être porteur d'un ou deux pouvoirs.

Les décisions prises par l'assemblée générale sont adoptées à la majorité des membres présents ou représentés.

Le montant des cotisations est fixé par l'assemblée générale.

Des assemblées générales extraordinaires peuvent avoir lieu sur demande d'un ou plusieurs membres et après accord du Bureau.

## ARTICLE VII - STRUCTURATION DU BUREAU

Le(a) Président(e) du Conseil de développement durable, les vice-présidents(es), le trésorier et le secrétaire et leurs adjoints sont élus en assemblée générale pour une durée de trois ans, renouvelables une fois. Les candidatures doivent être déposées au minimum 15 jours avant l'assemblée générale triennale.

Le(a) Président(e) peut assister à toutes les réunions des responsables de projets.

Le Bureau est composé du (de la) président(e), des 2 vice-présidents(es), du trésorier et du secrétaire et de leurs adjoints. Il est doté du pouvoir décisionnel et fonctionnera régulièrement sous forme de Bureau élargi, c'est-à-dire en invitant tous les responsables de projets de l'Association.

Les Responsabilités des membres du Bureau :

Le(a) Président(e) représente l'Association devant les tiers et dans tous les actes de la vie civile. A ce titre, il (elle) est garant(e) de la communication du Conseil de développement durable.

Le Bureau est responsable de la préparation de l'assemblée générale. Il y rend compte synthétiquement du travail des groupes projets.

Chaque groupe projet rend compte par écrit de ses travaux au Bureau avant présentation aux partenaires concernés.

## ARTICLE VIII - RESSOURCES

Dans le cadre de sa mission d'intérêt général, les ressources dont dispose le Conseil de développement durable proviennent :

- du Syndicat Ouest Charente - Pays du Cognac,
- des cotisations de ses membres,
- de la rémunération des services rendus à ses membres,
- ainsi que de toute autre source autorisée par la loi.

## ARTICLE IX- DISSOLUTION et MODIFICATION

La dissolution de l'association et la modification des statuts sont prononcées par l'assemblée générale extraordinaire.

Celle-ci désigne en cas de dissolution un ou deux liquidateurs conformément à l'article 9 de la loi du 01/07/1901 et l'article 15 du décret du 16 août 1901.